



La parole politique: entre dire et faire

Sylvain N'guessan Yao¹

Enseignant-chercheur à l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan

sylvoyao@yahoo.fr // hegeliana8@gmail.com

<https://orcid.org/0009-0009-3266-5019>

Reçu : 03/07/2025, Accepté : 12/11/2025, Publié : 30/12/2025

Financement : Aucun financement n'a été reçu pour la réalisation de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Anti-plagiat : cet article a un taux de 2 % vérifié par **Plagiarism Checker X**.

Résumé : La parole politique, en sa contextualisation et en ses modalités expressives, met au cœur de sa praxis la souscription aux défis de son opérationnalisation. Entre sophisme et pragmatisme, la parole politique oscille entre mensonge et vérité. La consubstantialité du dire et du faire, dans la communication politique, convoque certes l'art de la communication en tant qu'art de la manipulation politique. Elle suggère, toutefois, également une éthique de la gouvernance réhabilitant la rhétorique politique. Ainsi, la problématique actuelle de l'acte de communication politique ne peut manquer de prendre en charge la subjectivité moderne, le sujet rationnel, l'individu doté de droits. Cette réflexion sur la parole politique, ancrée dans la communication politique, sera conduite à l'aune de la philosophie de la communication, en ses déclinaisons historiques tout en questionnant les enjeux éthiques qu'elle charrie.

Mots-clés : Parole politique, Dire, Faire, Philosophie de la communication, Ethique de la communication.

Political speech: between saying and doing

Summary: The political word, in its contextualization and in its expressive modalities, puts at the heart of its praxis the subscription to the challenges of its operationalization. Between sophism and pragmatism, political speech oscillates between lies and truth. The consubstantiality of saying and doing, in political communication, certainly summons the art of communication as an art of political

¹ **Comment citer cet article** : Yao S. N., (2025), « La parole politique: entre dire et faire », Cahiers Africains de Rhétorique, Vol 4, n°2, pp.352-368



manipulation. It also suggests, however, an ethics of governance rehabilitating political rhetoric. Thus, the current problem of the act of political communication cannot fail to take charge of modern subjectivity, the rational subject, the individual endowed with rights. This reflection on political speech, in the field of political communication, will be led to the philosophy of communication, in its historical variations while questioning the ethical issues it carries.

Keywords: Political word, Saying, Doing, Philosophy of communication, Ethics of communication

Introduction

Aristote dans *La Politique* (1962, p. 26) affirme que « l'homme, seul de tous les animaux, possède la parole » Cette capacité à faire usage du langage aux fins de communication, d'expression de ses pensées et de compréhension réciproque avec ses semblables, est la marque distinctive de l'homme par rapport aux autres êtres vivants. Pour Aristote, l'homme est un animal politique parce qu'il est le seul animal qui parle et parce qu'il y a un présupposé finaliste : « la nature ne fait rien en vain » (Aristote ; La Politique). Parler et vivre en société s'appréhendent, dès lors, comme deux déterminants existentiels de l'homme. En outre, la parole n'est point confinée dans la simple production de sons ; elle s'étend désormais à l'articulation de sons doués de sens. Le « Logos » revêt, à juste titre, à la fois les contenus significatifs de parole et de raison, de discours sensé. Le « Logos » met, pour ainsi dire, au centre de l'enjeu majeur de l'activité politique, le débat sur les fondements des comportements, des choix et des actions d'une communauté politique. En clair, la parole est d'essence politique. La politique, quant à elle, est d'essence langagière ou dialogique.

L'espace politique permet donc à chaque citoyen d'exprimer sa conception des valeurs sociétales. Espace de débat par excellence, il permet de réaliser la convergence des conceptions pour une vie communautaire harmonieuse. Cependant, dans la pratique politique quotidienne, la parole politique oscille, sans cesse, entre mensonge et vérité de sorte que la consubstantialité du dire et du faire semble être remise en cause. Dès lors, la parole politique est -elle encore crédible ? Quelles lectures pouvons-nous nous offrir à l'aune des paradigmes de la philosophie de la communication ?

1. Des paradigmes de la philosophie de la communication

Les paradigmes de la philosophie de communication s'exposent d'abord comme le lien entre communication et politique dans la période antique ; se laissent découvrir, ensuite, par l'entrée de la communication dans la modernité ; s'appréhendent, enfin, dans l'itinéraire du sujet à l'intersubjectivité, et du passage de la communication à l'interprétation.

1.1. Communication et politique dans la période antique

Le premier paradigme se structure en trois positions à savoir la position sophistique, la position platonicienne, la position aristotélicienne. La position sophistique présente la rhétorique



comme un instrument au service de l'administration politique. Elle la perçoit également comme un art servant à manipuler le corps politique. Pour les sophistes, l'art de parole qu'est la rhétorique doit être performative c'est-à-dire faire agir. Bien parler revient, chez eux, à produire chez l'interlocuteur ou chez l'auditeur l'effet souhaité dans l'optique d'avoir son assentiment ou de le convaincre. L'acte de bien parler ne se résume donc pas à bien penser ou à dire, en vérité, ce qui est. La parole n'est pas ici un moyen de construction progressive et inlassable de la vérité. Elle se donne à voir comme une modalité expressive du pouvoir réalisant la persuasion par le truchement de la flatterie et de la tromperie, selon le contexte et l'objectif à atteindre. La rhétorique sophistique sert à la fois de courroie de transmission des idées et d'outil de mobilisation du corps politique. L'actualisation de cette double finalité atteste de l'existence de limites. Pour Platon et Aristote, la manipulation du discours par les sophistes, souffrent d'une déféctuosité méthodologique. Pour eux, l'approche sophistique du discours doit être condamnée et bénéficiée d'une rémédiation.

Chez Platon, la rhétorique sophistique est l'objet d'un enseignement exigeant un paiement. Platon trouve inconvenant de faire de l'enseignement, une activité foncièrement éducative, une activité mercenaire, c'est-à-dire commerciale. Platon abonde dans le même sens que Socrate (Apologie de Socrate, 19 d-e) qui se défendant de ressembler aux Sophistes affirme ceci: « Pas davantage en vérité n'avez-vous entendu dire à personne que j'entreprenne de faire l'éducation des gens et que j'exige de l'argent pour cela: voilà encore qui n'est pas exact ! ». La rhétorique sophistique a pour seule visée: l'efficacité, c'est-à-dire la manière d'atteindre le but recherché sans se soucier de la moralité ni de la vérité du discours. Elle fait ainsi un usage instrumental du discours, c'est-à-dire un usage par lequel les mêmes mots peuvent servir à défendre le pour et le contre, le vrai et le faux. Cet usage passe par la manipulation des individus, par l'exploitation de leur naïveté, de leur confiance ou de leur ignorance. Platon reproche enfin, à la rhétorique sophistique, son souci exclusif de l'apparence. Elle n'a pas pour visée l'instruction, le dévoilement de l'être ou du savoir authentique. Jean Brun (1998, p.114) dira, à juste titre, ceci: « Avec les sophistes, la rupture est consommée: il s'agit de cultiver l'art de l'apparence sans se préoccuper de savoir si un être quelconque correspond à ce dont on parle ». Ainsi, du *Gorgias*, à *La République* et au *Politique*, Platon, en faisant l'éloge du dialogue, montre que la communication doit souscrire aux exigences de la vérité et éviter d'être un instrument de manipulation politique.

Pour le stagirite Aristote, selon M.-P. Duminil et A. Jaulin (2008), la sophistique est perçue comme une pseudo-philosophie, une sorte de sagesse illusoire. Ces derniers mettent, à juste titre, en garde contre la ressemblance subtile entre l'art de la sophistique et le procès philosophique. Pour eux, elle a juste l'apparence de la philosophie. Elle ne possède pas sa réalité et n'exprime pas son essence.



Le discours sophistique ne satisfait pas aux critères de cohérence logique (respect du principe de non-contradiction) et sémantique (exigence de signification dans le dire et le vouloir-dire). Leur discours est soit un discours trompeur, soit un discours apparemment cohérent manquant en réalité de signification. Aristote demande aux tenants de ce type de discours un renoncement au paralogisme c'est-à-dire un raisonnement de bonne foi et valide en raison de son apparence logique, mais accusant en réalité une incohérence interne dans la nature et la relation de ses propositions. Il les exhorte également à faire preuve de moins de sophisme dans le discours du fait d'une cohérence affichée cachant des défauts intrinsèques comme l'intention de tromper. La position aristotélicienne s'inscrit dans une perspective de réhabilitation de la rhétorique. Cette position envisage l'acte de communication non seulement comme un acte instrumental mais aussi et principalement comme une finalité. La maîtrise du langage devient, pour ainsi dire, une condition pour l'homme de s'ouvrir à l'éducation dans la cité et de parvenir à la vertu civique.

En somme, pour le sophiste, ce qui compte c'est l'efficacité c'est-à-dire la capacité à produire l'effet espéré, à atteindre l'objectif recherché par-delà l'efficacité qui est tellement importante en politique. De ce fait, l'efficacité et l'efficacité résident, pour les sophistes, dans un usage adéquat de la rhétorique. Pour Platon, seul l'usage de la dialectique dans le discours est pertinent. A sa suite, Aristote posera l'importance de la souscription à l'exigence de cohérence logique et sémantique. L'efficacité et l'efficacité des mots font impression dans le présent de sorte à persuader. Cela se perçoit à travers cet exemple que donne Gorgias lorsqu'il affirme:

« souvent en effet j'ai déjà accompagné mon frère, ainsi que d'autres médecins au chevet de quelque malade qui se refusait à boire une drogue ou à laisser le médecin lui tailler ou brûler la chair : celui-ci était impuissant à le persuader ; moi, sans avoir besoin d'un autre art que l'art oratoire, je le persuadais »
(Platon, 1988, p. 338).

On ne peut, dès lors, faire l'économie d'une analyse des conditions de communication sociale si l'on veut bâtir le vivre ensemble dans la cité. C'est avec Machiavel que la communication, préoccupation philosophique majeure de l'antiquité, sous les apparences de ses déclinaisons politiques dans la cité, se mue en une sorte d'interface entre diverses communautés politiques. C'est pourquoi, Machiavel représente l'axe de rupture et de continuité entre le premier et le second paradigme. Avec lui, on assiste à un bouleversement des conditions de la communication dans les sociétés individualistes qui sont, par essence, des sociétés pluralistes. Ce bouleversement interroge à la fois la multiculturalité, l'exigence de liberté et la compréhension mutuelle des individus.



Le Prince de Machiavel a, pour ce faire, une qualité intrinsèque de communicant à même de lui permettre de réaliser un ajustement équidistant entre les différentes perspectives compréhensives.

1.2. L'entrée de la communication dans la modernité

Ce deuxième paradigme promeut la subjectivité de l'acte de communication c'est-à-dire pose les modalités suivant lesquelles le sujet traite l'information et la partage avec ses semblables. Il regorge également trois positions majeures: la subjectivité cartésienne, le système communicationnel leibnizien et l'intersubjectivité kantienne.

L'approche cartésienne part de deux idées-fécondes à savoir l'universalité de la raison et la subjectivité connaissante. L'universalité de la raison pose que la raison est une caractéristique universelle à l'humanité. Autrement dit, la raison est le "propre" de l'homme. Celle-ci lui permet de faire la différence entre le vrai et le faux. Avec la subjectivité connaissante, Descartes affirme la reconnaissance du rôle de la subjectivité dans la production de connaissance. Chaque sujet, disposant de la raison, est à même de construire individuellement le vrai. La subjectivité connaissante cartésienne fait de l'homme un dépositaire du pouvoir de vérité. Cette idée cartésienne laisse saisir la communication comme procès de construction de la conscience de soi. Ce pouvoir de communication reconnu à l'individu comme détenteur d'un sens du vrai le dispose à s'ouvrir intérieurement à l'objectivité. En se soumettant aux exigences de l'ordre des raisons, la découverte subjective du vrai atteste que l'acte de communication est un acte de méthode. Avec Descartes, la communication est la communication du vrai.

Le système communicationnel leibnizien, avec le concept d'harmonie préétablie et son projet de langage universel, montre que la possibilité de communiquer est assujettie à l'existence préalable d'un système harmonisant par principe les actes de communication à l'intérieur de chacune des monades. La monade représente, chez Leibniz, l'unité fondamentale de la réalité, la base de tout l'univers. Elle est la conscience individuelle caractérisant une perspective spécifique et unique du monde. Mais celle-ci reste close en elle-même et demeure exclusive des autres consciences individuelles. En tant que substance indivisible et indestructible, la monade change qualitativement par elle-même dans une sorte d'harmonie préétablie par Dieu, grâce à une prédestination divine. Chaque substance étant un microcosme reflétant l'univers constitue un système indépendant. La préoccupation majeure que révèle le système communicationnel leibnizien est celle des modalités de réduction des perspectives individuelles dans l'optique d'une communication fructueuse et raisonnée entre les individus. La théorie de la force communicationnelle de la monade est la réponse que Leibniz apporte à cette exigence de découverte des modalités de réduction. Le modèle monadologique se fonde sur l'harmonie et le développement de la substance. C'est avec l'intersubjectivité kantienne que



la volonté manifeste de Leibniz, celle de réduire la multiplicité des interprétations, semble se traduire dans l'effectivité.

L'intersubjectivité kantienne change le paradigme communicationnel en axant sa démarche sur une relation intersubjective fondamentale qui en définit la nature. L'acte de communication n'est plus l'apanage d'un sujet qui se légitimerait par lui-même. Le versant politique de ce tournant réside dans le fait qu'avec Kant, l'existence commune et politique des hommes se fonde sur l'autonomie du sujet. Cette autonomie affirmée permet à chaque sujet, du fait de sa capacité à communiquer, d'intégrer par lui-même les règles du vivre ensemble. La communication, en tant qu'échange, mise en commun de données informationnelles afin de créer des relations harmonieuses entre les individus, trouve dans l'éthique kantienne un cadre moral élevé. Fondée sur les normes universelles, cette communication a pour visée d'empêcher la violation de la dignité humaine. L'éthique kantienne comprend, à juste titre, des impératifs relatifs à la communication en tant que sphère de la liberté et autonomie. Ce sont précisément l'exigence de la vérité, l'expression de la parole libre et l'impératif catégorique. Dans la philosophie kantienne, la vérité a une valeur pragmatique et se pose aussi comme un devoir moral. A ce propos, il (2013,p.145) affirme ceci, « *la vérité est un devoir inconditionnel* ». La vérité constitue le fondement de notre nature rationnelle et libre. Exercer sa raison dans l'espace public, de manière libre, tel est le sens que revêt la parole libre.

La liberté de parole, selon Kant, induit un devoir de justification rationnelle. En d'autres termes, celui qui s'exprime doit être en mesure d'expliquer ses propos, en les soumettant au tribunal de la raison universelle. Dès lors, la communication devient un espace d'échange où la liberté de chacun contribue à la construction d'une vérité partagée. Outil d'émancipation collective, cette liberté permet l'évolution de la société par la confrontation des idées diverses et la remise en cause des dogmes solidement enracinés. Elle doit, pour ce faire, respecter les principes de véracité et de respect mutuel, sous peine de se transformer en un chaos communicatif où les opinions individuelles prennent le pas sur la quête de vérité.

L'impératif catégorique, tel qu'il est présenté dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs*, représente le fondement de l'éthique kantienne. Kant (2013, p.91) affirme : « Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu peux vouloir qu'elle devienne une loi universelle ». Appliqué à la communication, cet impératif stipule que chaque parole ou acte communicatif doit pouvoir être universalisé sans contradiction. Il exige de traiter chaque interlocuteur comme une finalité ultime, et non comme un simple moyen. Cette exigence exclut, de l'échange, toute forme de manipulation, de propagande ou de domination. La parole, souscrivant à l'impératif catégorique, devient alors un outil au service de l'humanité, visant à bâtir un monde où chacun peut s'épanouir dans le respect de



principes universels. C'est pourquoi, la communication devient, à son tour, un problème politique essentiel mettant au coeur du débat la définition du bien commun et offrant aux hommes des possibilités de compréhension mutuelle afin de créer l'accord des esprits sur les règles de vie commune.

Le deuxième paradigme de la communication met en exergue l'interlocution comme espace de débat préparant à l'interpénétration des perspectives compréhensives du monde. C'est sous l'angle de l'interprétation scientifique que le troisième paradigme prend sens pour élargir l'espace du sens de la communication.

1.3. Du sujet à l'intersubjectivité, communication et interprétation

Le troisième paradigme investit la préoccupation relative à la réduction de la multiplicité du sens, à la rencontre fructueuse entre diverses perspectives de saisie du monde. Il met en exergue l'usage des outils linguistiques et politiques selon les trois modalités expressives suivantes: l'approche pragmatique de Peirce, la grille d'analyse linguistique de Frege et de Wittgenstein, ou enfin les enjeux de la communication dans l'éthique de la discussion de Habermas.

L'approche pragmatique de Peirce affirme l'interaction entre la pensée et l'action. Charles Sanders Peirce insiste sur la portée significative de l'acte de penser ou de construction de l'idée. Celle-ci trouve sa légitimité dans les effets pratiques qu'elle induit. Pour lui, la signification d'un concept ou d'une idée se mesure à l'aune de son application dans le monde réel. Ainsi, la vérité doit être évaluée sur la base de ses conséquences pratiques. En tant qu'étude et réflexion portant sur l'influence et les effets induits du langage sur le contexte, le pragmatisme propose un processus spécifique à l'œuvre dans la constitution de la connaissance. La maxime pragmatique de Pierce insiste sur les effets pratiques de l'objet de notre conception. En clair, la signification d'une idée est tributaire des effets pratiques qu'elle induit dans la pensée et dans le monde. Elle n'est pas déterminée par une vérité abstraite ou une essence immuable. Soumettre l'idée à un test expérimental pour observer les effets qu'elle produit, tel semble être le leitmotiv du pragmatisme. Autrement dit, c'est à travers l'expérience et le test qu'elle implique que l'idée révèle sa véritable signification; que l'idée montre son efficacité et ses conséquences pratiques.

Avec Frege et Wittgenstein, on assiste à la mise en œuvre d'une grille d'analyse linguistique ayant pour vocation d'analyser le langage dans sa relation intime avec la pensée, la réalité et le sens. Toutefois, chacun l'envisage selon sa perspective. Frege, sur la base d'une approche logistique, s'intéresse à la structure syntaxique du langage pour en déduire le sens des propositions. Wittgenstein, quant à lui, se fonde sur une approche intuitive et préconise de mettre l'accent sur le rôle du langage perçu comme l'image de la réalité.



Fondant sa démarche sur l'inséparabilité de la pensée et du langage, Frege évoque la théorie du langage qui s'intéresse à la signification des phrases. Cette théorie pose la possibilité pour différentes personnes de saisir la même pensée. L'étendue d'une superficie donnée, par exemple, reste la même, même si divers individus y associent leurs propres expériences mentales, leurs représentations singulières. Sa théorie du langage s'accompagne d'une théorie du sens. Cette théorie établit la distinction entre le sens et l'expression linguistique de sa référence. Pour lui, le sens est un mode de présentation de l'objet et une manière de le concevoir ou de le comprendre. La référence, quant à elle, renvoie à l'objet auquel le sens fait référence.

Dans la grille d'analyse linguistique de Wittgenstein, le langage est d'abord appréhendé comme une image de la réalité. Ce postulat de base signifie que le sens d'une proposition doit légitimement renvoyer à des faits car le langage est l'image de la réalité. Cette grille repose sur la théorie des jeux de langage et sur la théorie de l'image du langage. La théorie des jeux de langage part de l'idée qu'il faut considérer le langage comme un jeu posant comme condition à toute participation la connaissance des règles en vigueur de ce jeu. En clair, l'usage du langage n'est possible que si l'on comprend le sens conféré à chaque mot qui le compose. Dans sa théorie de l'image du langage, Wittgenstein nous apprend que le sens d'une phrase s'enracine dans ce qu'elle représente. Le sens d'une phrase est une représentation du monde. Son sens nous dit ce que serait le monde si la phrase était vraie. Mais cette représentation ne nous dit pas si la phrase, en elle-même, est effectivement vraie ou fausse.

Lorsque le troisième paradigme prend le sentier de l'éthique de la discussion de Habermas, il présente les enjeux de la communication. Chez Habermas, la communication est l'activité élémentaire par laquelle deux ou plusieurs sujets sont capables, de manière spontanée, d'accorder leurs vues sur un projet d'action commune ou sur une réalité partagée. La communication doit, pour ce faire, obéir à des exigences. Elle se doit d'être rationnelle, fondatrice de société harmonieuse et d'un système de gouvernance respectant les droits de chaque individu. A ce propos, il (1987, pp.400-401) affirme ceci: « L'agir communicationnel est orienté vers l'entente intersubjective et vise à établir des normes valables pour tous ». Dans cette théorie, Habermas exprime le fait que le langage est primordial dans la quête de la vérité, de la sincérité et de la justice. Il pense que les discussions rationnelles ont pour rôle de permettre aux individus de dépasser les intérêts personnels et de parvenir à un accord commun fondé sur les normes universelles.

Selon Habermas, l'agir communicationnel doit se percevoir aussi bien dans notre vie quotidienne que dans les institutions sociales. Mus par un idéal de coopération, les individus peuvent résoudre pacifiquement les conflits d'intérêts et établir des normes qui iront à l'encontre des pratiques



manipulatrices et instrumentales où l'intérêt individuel prime sur le collectif. Il pense également que la société n'est pas seulement une structure d'institutions et de relations de pouvoir, mais avant tout un espace de communication intersubjective où les individus forment une société en communiquant de manière rationnelle et en cherchant à s'accorder sur des normes et des valeurs communes. Pour lui, la communication n'est pas seulement un outil social, mais constitue le fondement même de la société. La théorie de l'agir communicationnel qu'il préconise, propose une société qui se construit et se maintient par des échanges discursifs basés sur la recherche du consensus plutôt que sur la poursuite d'intérêts individuels. C'est précisément à partir de là que la société se forme, évolue et maintient sa légitimité.

2. La parole politique au prisme des paradigmes de la philosophie de la communication

Les paradigmes de la philosophie de communication, en leur décinaison antique, moderne et contemporaine, peuvent servir de cadres d'analyse de la parole publique. Ils serviront à évaluer le lien de cohérence entre le dire et le faire dans le cadre de la communication politique. Cette évaluation mettra en évidence la manipulation au coeur du parler politique, interrogera la synergie entre l'éthique de la communication et l'éthique de la gouvernance au coeur du débat, et posera l'intersubjectivité comme un alibi démocratique.

2.1. La manipulation, une modalité du parler politique

La relation intrinsèque entre la manipulation et la politique est aujourd'hui indéniable. Ce lien est perceptible à travers une modalité plurielle d'influence de l'opinion publique dans l'optique de donner la préséance des intérêts personnels sur les intérêts publics. Les stratégies de manipulation langagières sont nombreuses et trouvent dans la politique un cadre propice d'expression. La rhétorique, les slogans, les simplifications, etc en sont des exemples édifiants. Cette manipulation porte sur les opinions par l'usage de la peur, de la promesse ou de l'émotion. Elle agit également sur les informations par la présentation de versions, bien souvent, biaisées des faits. Une des cibles majeures de la manipulation politique demeurent les citoyens qu'il faut convaincre dans la perspective que ces derniers soutiennent les idées véhiculées. Les médias, eux-mêmes, n'échappent pas à la manipulation politique. Ils sont utilisés pour diffuser des idées préconçues influençant l'opinion publique, les pensées et les comportements.

Outil de pouvoir, la manipulation veut donc contrôler l'ensemble des discours et influencer les opinions publiques. Elle est l'instrument des acteurs politiques, des médias, des groupes d'intérêt qui veulent influencer l'opinion publique et maintenir leur pouvoir ou leur autorité politique. Les mécanismes de la manipulation politique sont nombreux et subtils. La manipulation politique exploite la perception sélective des individus fondée sur l'idéologie de la rupture. L'habileté des acteurs



politiques exploite cette réalité pour asseoir leur ancrage dans leur base électorale tout en jetant le discrédit sur les opinions divergentes, sur les adversaires politiques. Elle s'appuie également sur un outil puissant qu'est la désinformation. Cette propagation délibérée de fausses informations trouve, dans les médias sociaux et les plateformes en ligne, un cadre de diffusion rapide. L'habile usage, par les acteurs politiques, de la rhétorique émotionnelle pour susciter la peur, la colère ou la compassion des individus montre bien l'influence sur les sens, les sentiments, les émotions. Cette influence transite par des anecdotes émotionnelles, des métaphores puissantes et des images évocatrices. L'homme politique, par la parole manipulatrice, s'engage dans la polarisation de la société pour exploiter les clivages sociaux, culturels et idéologiques pour satisfaire ses intérêts.

En clair, la vérité n'a jamais été une vertu politique. Dire et faire en politique sont, le plus souvent, en opposition car la convocation de l'exceptionnalité d'une situation semble légitimer un droit au mensonge politique guidé par le souci de l'efficacité. Le continuum cohérent entre dire et faire n'est pas toujours de mise; et la parole politique qui l'extériorise perd, bien souvent, en crédibilité; Dans l'approche compréhensive de Hannah Arendt, l'idéologie et la propagande, à travers la communication politique ont pour souci de gagner la bataille dans l'esprit des gens. Le mensonge devient, à juste propos, un outil indépassable. Le mensonge chez le politique va de la persuasion à la tromperie. Dans la perspective compréhensive de Hannah Arendt, telle que véhiculée dans *Le système totalitaire* (1951), le mensonge sert de justification dans les affaires politiques. En outre, la véracité ne peut se poser, selon elle, dans le champ politique comme une vertu.

Mentir, c'est dire le faux volontairement, opter pour une falsification délibérée. Le mensonge en politique ne se donne pas à voir comme une catégorie unique. Il est une réalité plurielle. La falsification délibérée dans la faculté d'agir de l'homme politique montre que le langage politique ou la rhétorique politique peut aisément se muer en un mensonge manipulateur sophiste. Ce constat peut enraciner sa légitimité dans la pensée Orwellienne qui dans *1984* adressant une critique acerbe sur l'usage du langage politique présente son caractère pervers. Celle-ci a pour vocation de mettre la vérité sous le boisseau, de crédibiliser des idées vides de sens et de rendre raison des actes ignobles. Même l'aveu et la confession qui sont des actes d'admission d'une faute ou d'une action et de reconnaissance volontaire et publique d'une faute n'échappent pas au mensonge politique. Ces actes sont utilisés aux fins d'une réhabilitation de l'image politique. Un exemple édifiant est celui de Colin Powell qui brandit, le 5 février 2003, au conseil de sécurité de l'ONU, une fiole censée contenir une preuve de la détention d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein. Des années plus tard, celui-ci déclare dans un "livre confession" qu'il avait menti. La manipulation, au coeur du parler politique, fait du mensonge politique une modalité expressive majeure. Le dire politique et le



faire politique sont sans cesse en inadéquation posant l'usage du mensonge comme un procès d'ajustement entre la parole politique et l'action politique. La nécessité de l'ajustement atteste que la vérité, acte de conciliation entre pensée et réalité, semble loin du champ politique au point où il est difficile de déterminer ce qui est réellement vrai dans la sphère politique. Comme le pense Mazouz Hacène, à juste propos, dans *Citations et Méditations*, en politique, le mensonge s'assimile à la vérité.

Aujourd'hui, avec l'explosion du fact-checking du fait du développement des réseaux sociaux dans les pratiques journalistiques montre bien que la parole politique, la parole des personnalités est soumise à l'épreuve des faits, à la vérification en temps réel. Une sorte d'enquêteurs professionnels en quête de vérité se met en place pour débusquer dans les discours des acteurs politiques les erreurs et les imprécisions, la cohérence de certains propos. L'existence des sites comme Désintox, Les observateurs, Les décodeurs, sont des exemples édifiants, à ce propos.

2.2. L'éthique de la communication et l'éthique de la gouvernance au coeur du débat

Le parler politique et l'éthique de la communication ont un lien profond. La crédibilité des acteurs politiques et le renforcement de la relation entre gouvernants et gouvernés s'y jouent. Ce lien donne de la clarté aux décisions politiques et expose le sens et la portée des actions des acteurs politiques. Les principes moraux, dans la sphère de l'éthique de la communication, qui guident les interactions et les échanges d'informations entre les acteurs politiques et les gouvernés sont le respect, l'honnêteté, l'équité et la responsabilité. Ces principes doivent normalement servir de guide au parler politique afin d'assurer la sincérité des messages et garantir le respect, l'équité, la responsabilité vis à vis des gouvernés. Gouverner et parler se convoquent réciproquement dans le champ politique car réussir sa gouvernance ne se peut faire sans une communication claire et efficace. C'est à juste propos que la convocation des discours et des médias par l'homme politique doit se fonder sur la transparence, l'exactitude des informations et l'intégrité des messages. Ce dernier doit prendre l'engagement d'éviter les manipulations médiatiques, l'utilisation malicieuse de l'art de la parole et la diffusion insidieuse de fausses informations.

L'exigence d'une compréhension des enjeux de l'éthique de la communication est essentiel, pour l'homme politique, en vue de construire des dialogues productifs tout en renforçant la confiance entre les différentes parties prenantes de sa gouvernance. Pour mettre en exergue un environnement de communication éthique, l'homme politique doit souscrire au respect des principes fondamentaux de l'éthique de la communication favorisant l'intégrité et la crédibilité. L'usage efficace des médiums de communication est la preuve que gouverner c'est s'exprimer, suivant des règles oratoires spécifiques devant un public varié possédant des réceptivités différentes.



Dans son récit satirique, *Mémoires d'un futur Président*, François Brune, à juste propos met en scène un jeune ambitieux qui part de son intime conviction que "gouverner, c'est parler" pour décliner à son ami les étapes de son accession au sommet de l'Etat. Parler apparaît également comme une stratégie de légitimation de la gouvernance. Bien gouverner revient donc à bien parler. La parole politique, lorsqu'elle est claire et véridique traduit un art de mieux gouverner. Le pouvoir se conquiert et s'exerce, le plus souvent, par la parole dans un contexte démocratique. Si le pouvoir se conquiert par la force, on est dans un contexte politique marqué par la dictature. L'homme politique est crédible s'il est en mesure d'incarner, de porter réellement ce qu'il dit. En d'autres termes, il ne se contente pas d'énoncer des idées dans une phrase; il s'efforce de les réaliser. Cette phrase doit être, comme le pense John Langshaw Austin, une "phrase performative". La parole politique se présente, pour ainsi dire, comme une parole qui produit des effets. Il faut donc reconnaître au langage, un pouvoir politique et une puissance effective.

La gouvernance obéit à une double logique: la logique infrastructurelle caractérisée par les équipements, les technologies, les réalisations matérielles, etc. et la logique superstructurelle fondée sur les idées, les valeurs, les cadres normatifs, etc. L'éthique, quant à elle, ne prône pas nécessairement l'invention. Elle propose, au contraire, une communication honnête. Gouverner, c'est être vrai. Exercer le pouvoir politique ne consiste pas à faire semblant jusqu'à ce qu'on soit confondu. Être éthique, c'est permettre d'avoir une bonne image sur le long terme qui va être indispensable pour pérenniser sa gouvernance politique. Pour éviter la dissonance politique, l'éthique de la communication doit avoir lien étroit avec l'éthique de la gouvernance. La transparence et la responsabilité dans la gestion des affaires publiques, la justice distributive et le développement durable constituent les trois piliers de la bonne gouvernance relevant de l'éthique de la gouvernance. Cette éthique de la gouvernance doit aller de pair avec une communication éthique fondée sur trois principes démocratiques, consubstantiels à la bonne gouvernance à savoir la participation, la délibération et la coopération.

En somme, la gouvernance politique tire sa source de la vocation éthique de l'homme politique. L'éthique, quant à elle, est une exigence de gouvernance. La première déclinaison dans laquelle cette éthique prend sens est la parole de l'homme politique. En effet, les gouvernants doivent se soumettre aux lois de la cité et exercer leurs fonctions avec probité. L'agir éthique est donc pour tout gouvernant la règle première de toute décision, de toute parole et de toute action. Ethique et gouvernance posent ici les enjeux actuels d'une soumission, de l'homme politique, aux normes et au défi de la production des normes sociales. Par l'exemplarité qui fonde son autorité, il doit s'engager à créer des mécanismes d'apprentissage collectif des comportements à même de garantir le vivre



ensemble. A cette fin, une éthique de la communication s'impose pour l'homme politique, c'est-à-dire le savoir bien communiquer dans l'optique de l'atteinte de bonnes finalités. Cette éthique se construit dans l'interaction et s'établit durablement dans la communication interpersonnelle. En clair, c'est dans la communication intersubjective que la parole du politique qui dessine son agir concret peut légitimement évaluer sa réception aussi bien par les destinataires que par les bénéficiaires

2.3. La communication intersubjective, une promesse non-tenue

La parole politique n'est pas une parole personnelle ou individuelle; elle est le fruit d'une communication intersubjective portée par l'homme politique. Elle émane, pour ainsi dire, de son commerce régulier avec ses collaborateurs, les gouvernés, l'opinion publique, etc. Cette parole semble se construire à l'aune d'un fond commun d'évidences et de la prise en charge des différences irréductibles fondant la spécificité et la singularité de chaque partie prenante. L'homme politique, en tant que partie prenante de la communication intersubjective, révèle par sa modalité communicative, son identité unique. Selon Le Cardinal (2002, p.12), en général, «l'homme communique comme unique». L'homme politique affirme, d'une part, dans sa communication, cette unicité dans sa recherche permanente d'une adéquation entre son dire et son faire. D'autre part, il l'expose sous la modalité de l'acceptation d'autres points de vue tout en leur attribuant des intentions, des désirs et des connaissances différents. La démarche communicationnelle apparaît comme une déclinaison expressive de la célèbre spirale de Frazer. Cette célèbre spirale prend une interprétation différente selon la perspective de vue. Elle induit inéluctablement des différences de regards, de postures, de représentations. On peut, dès lors, comprendre Paul Watzlawick (1977,p.58) quand il affirme que dans tout message se trouve le dialogue foncier suivant: «Pour se comprendre lui-même, l'homme a besoin d'être compris par un autre. Pour être compris par un autre, il a besoin de comprendre l'autre.». La parole politique jouit d'une réceptivité plurielle et autorise un feedback diversifié. C'est pourquoi, l'homme politique doit, sans cesse, singulariser et crédibiliser son discours par l'instauration d'un continuum entre dire et faire. Dans la pratique, cette exigence n'est pas toujours satisfaite, donnant l'impression d'une promesse non-tenue.

La communication politique doit s'établir et s'enraciner autour d'un échange responsable d'informations, incluant vérité, transparence, respect et responsabilité. Elle doit régulièrement faire face aux défis liés à la désinformation, à la manipulation dans la communication médiatique. Or, l'homme politique, en tant que construit médiatique, semble ne pas souscrire à ces exigences. Les médias, en effet, à travers leurs contenus déterminent bien souvent la perception et la saisie de l'intelligibilité de la réalité. L'image et la perception publique des figures politiques n'échappent pas à cette règle. L'image de l'homme politique est donc tributaire de la manière dont les médias la



représentent et la diffusent. Elle n'est plus exclusivement le fait de ses actions et de ses propos. Toutefois, les récits médiatiques se rapportant à l'homme politique, dans cet univers construit, semblent accorder une préséance du dire sur le faire. Tout se déroule comme si, dans une logique de surcompensation, l'hypermédiatisation de l'homme politique pouvait couvrir ou légitimer ses insuffisances dans l'opérationnalisation de son dire. L'occupation permanente de la scène médiatique atteste que l'homme politique a le souci de la légitimation de ses actes. Il donne, à cet effet, l'impression de plus dire que faire. Au-delà de sa parole, l'actualisation de son projet politique et la mise en œuvre effective de sa gouvernance demeurent des préoccupations essentielles pour l'homme politique.

Les médias, eux-mêmes, sont les instruments de l'aristocratie financière et économique qui influencent le pouvoir politique et principalement l'homme politique aussi bien dans son parler que dans son agir. Cela transparaît dans la détermination des lignes éditoriales reflétant les choix rédactionnels, les angles et les styles de traitement des sujets politiques, En influençant significativement les médias, l'aristocratie financière façonne l'opinion publique en informant et en déterminant la pensée correcte. Dans un tel contexte, l'homme politique est devenu un objet médiatique à qui on dicte à la fois les paroles et les actes. Il obéit donc à des déterminants extérieurs qui influencent son dire et son faire.

Les débats politiques, cadres pertinents de communication intersubjective, qui doivent normalement permettre d'informer les citoyens, de former l'opinion publique, d'évaluer la gouvernance politique, d'exposer les enjeux sociétaux, sont biaisés et trahissent leur essence. Ils n'échappent pas, pour ainsi dire, aux enjeux de la manipulation de l'information et de l'influence des groupes d'intérêt. L'intellectuel, acteur majeur contribuant à forger un espace de discussion riche, est également instrumentalisé. Doté d'un sens du raisonnement et de la capacité de jugement critique, l'intellectuel se trouve lui-même englué dans les méandres de la manipulation médiatique et devient un outil de légitimation ou de délégitimation de l'action politique dans son exigence de cohérence avec le parler politique. L'instrumentalisation médiatique et politique de l'homme de science ou de l'intellectuel s'opère avec son consentement.

Dans cet exercice médiatique, l'intellectuel ne marque pas l'axe de rupture entre vérité politique et vérité scientifique. Il baigne dans un environnement médiatique et politique dans lequel il doit prendre position. L'homme politique l'instrumentalise pour qu'il réponde à ses attentes c'est-à-dire orienter dans un sens déterminé le débat public et les décisions politiques, ou le marginalise si sa posture est aux antipodes de ses volontés et de ses ambitions. Selon Fabien Eboussi Boulaga (2006), « On ne s'autoproclame pas intellectuel. L'intellectualité ne fonctionne que là où la



connaissance est reconnue comme une valeur irréductible parmi celles qui structurent une communauté humaine, à côté de quelques autres tout aussi irréductibles comme le pouvoir, la richesse, la poésie (...) On peut donc dire qu'il n'y a pas d'intellectuels opérationnels là où une société ne reconnaît pas l'intelligence comme valeur structurante irréductible (...) Le rôle de l'intellectuel est de démontrer la nécessité de la fonction de l'intelligence et son caractère irréductible face au pouvoir et à l'argent ou à la richesse.»

Il n'y a plus de vraie communication intersubjective dans le champ politique. Les hommes politiques sont au service des détenteurs des capitaux. Ce sont eux qui contrôlent parfaitement l'outil médiatique. Le débat citoyen et responsable permettant d'évaluer l'adéquation entre le dire et le faire de l'homme politique s'est égaré dans les méandres des enjeux politiques et économiques nationaux ou supranationaux.

Conclusion

La réflexion philosophique interroge la communication à partir du moment où la construction du vivre ensemble ne peut se faire sans une analyse approfondie des modalités d'usage de la communication politique et sociale de l'information. L'homme politique, acteur essentiel de la communication politique, utilise divers outils de communication pour atteindre ses objectifs parmi lesquels nous avons l'influence sur l'opinion publique, la mobilisation des citoyens et la légitimation de ses décisions. Acte constitutif de notre humanité, la communication irradie tous les acteurs et les sphères de la société humaine. En sa déclinaison politique, elle trouve une de ses expressions majeures dans l'expression verbale de l'homme politique. A ce niveau, disons que l'exigence de conciliation, entre l'idéal qui dynamise la communication et les réalités du pouvoir politique, questionne l'opérativité de la parole politique.

L'acte politique est d'abord un acte de langage qui trouve dans la parole une modalité de l'expression de son effectivité. La parole porte la promesse de l'action et construit avec elle un socle cohérent de rationalité commune. L'intention vraie trouve alors sa légitimité dans l'accomplissement de l'action. Entre le dire et le faire, il y a une relation complexe entre deux actions de la vie humaine. Pas de gouffre théorique entre eux, le dire est une action; et le faire est déjà un discours. Mais, Lorsqu'on investit la sphère politique et emprunte le sentier de la parole politique, dire n'est plus faire, et la parole n'est plus nécessairement un acte. Osons ici rappeler la belle chanson de l'acteur Gerard Lanvin, s'adressant subtilement aux acteurs politiques français de sa contemporanéité, intitulée "Entre le dire et le faire" dans laquelle il affirme qu'entre le dire et le faire, «Au milieu, il y a la mer».



Références bibliographiques

- Apel K-O.,1990, Penser avec Habermas contre Habermas, Paris, Éd. de l'éclat.
- Arendt H., 1951, Les origines du totalitarisme, Tome 3 : Le système totalitaire, New York,
- Austin J. L., 2024, Quand dire, c'est faire ,traduit par : Bruno Ambroise, Paris, Editions du Seuil.
- Aristote, 1962, La Politique, I, 2, tr. fr. J. Tricot, Vrin.
- Aristote, 1962, Les politiques, Livres I, II et III, Paris, Vrin.
- Aristote, 2007, Rhétorique, Livre I, Paris, Flammarion.
- Aristote,1984, Les réfutations sophistiques, dans L'organon, tome VI, Paris, Vrin.
- Brune F., 1975, Mémoires d'un futur président, Paris, Ed. Olivier Orban.
- Descartes R., 1997, Règles pour la direction de l'esprit, dans Œuvres philosophiques, tome 1, Flammarion.
- Descartes R., 1997, Discours de la Méthode, dans Œuvres philosophiques, tome 1, Flammarion.
- Descartes R., 1997, Méditations Métaphysiques, dans Œuvres philosophiques, tome 2, Flammarion.
- Duminil M.-P. et Jaulin A. , 2008, Aristote, Métaphysique, Paris, Flammarion.
- Eboussi Boulaga F., 2006, Nourrir les esprits. Entretien avec Achille Mbembe et Celestin Monga, Site africultures.com.
- Ferry J.-M., 1994, Philosophie de la communication, Paris, Cerf.
- Habermas J., 1987, Théorie de l'agir communicationnel,trad. Ferry J.-M. et Schlegel J.-L., Paris, Fayard.
- Kant E., 2013, Fondements de la Métaphysique des mœurs, Paris, Éd. Vrin.
- Le Cardinal G., 2002, « Éthique de la communication. Distinguer ce qu'on a en commun et partager ce que l'on est d'unique pour une communication féconde », in Communication et organisation , Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 21 | 2002,
- Leibniz G. W., 1976, , Système nouveau de la nature et de la communication des substances, Paris, Flammarion.
- Machiavel,1993, Le Prince, Paris, Flammarion.
- Mazouz H., 2015, Citations et méditation . Au cœur de la réflexion, Paris, Edilive-Aparis.
- Orwell G., 1984, Trad. Romain Vigier, 2021.
- Platon,1988, Gorgias, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard.
- Platon, 2004, La République, Livre III, Paris, Flammarion, 2004.
- Platon, 2003, Le politique, Paris, Flammarion.
- Platon, 2003, Apologie de Socrate, Paris, Flammarion.



Watzlawick P., Helmick Beavin Janet et Jackson Don. D, 1977, Une logique de la communication, trad. Janine Morche, Paris, Editions du Seuil.

Note bibliographique

Dr Sylvain N'Guessan Yao est Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure (E.N.S) d'Abidjan. Il y occupe la fonction de responsable pédagogique des filières Philosophie et EDHC (Education aux Droits de l'Homme et à la citoyenneté) de l'E.N.S d'Abidjan. Il est également enseignant-consultant aux Départements de Science Politique et d'Etudes Internationales de l'Institut Universitaire d'Abidjan. Il dirige actuellement le Décanat des Etudes Supérieures de l'Institut Universitaire d'Abidjan. Il exerce également comme consultant en Communication Politique et des Organisations.

Ses axes de recherche sont les suivants: Métaphysique- Philosophie comparée- Philosophie de la communication- Philosophie de l'éducation- Philosophie Politique-Philosophie des Relations Internationales- Éthique des Relations Internationales- Éthique de la sécurité- Didactique de la Philosophie et de l'Éducation aux Droits de l'Homme et de la Citoyenneté. Ses perspectives de recherches actuelles sont la géopolitique de l'éducation et la géopolitique du genre.

© 2022 [Cahiers Africains de rhétorique](#), Vol 4, n°2, Année 2025

Copyrights : L'article est la propriété intellectuelle de son ou ses auteur(s). Le droit de première publication est octroyé à la revue.

Informations sous droit d'auteur et Code éthique, consultables sur le site de la revue :

<https://www.cahiersafricainsderhetorique.com/index.php/revue/catalog/category/4>

<https://www.cahiersafricainsderhetorique.com/index.php/revue/catalog/category/6>

